

DÉLIBÉRATION N° 8
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA MASSE
DU 4 AVRIL 2013

Vu le décret n° 97-1181 du 24 décembre 1997 modifié, portant statut de l'Etablissement public administratif « la Masse des douanes » et notamment son article 16 ;

Après en avoir délibéré, le conseil d'administration adopte la décision modificative n°1 (DM1) du budget 2013.

Fait à Montreuil, le 4 avril 2013

La présidente,



Hélène CROCQUEVIEILLE

ADOPTION DE LA DECISION MODIFICATIVE (DM) N°1
AU BUDGET PRIMITIF 2013

L'approbation des comptes de l'exercice comptable 2012 permet de soumettre à la délibération du conseil d'administration plusieurs ajustements au budget primitif 2013, voté le 13 novembre dernier.

Ces ajustements sont de quatre ordres :

- Une légère baisse des charges d'exploitation (- 7 883 €) ;
- Une diminution significative des recettes d'exploitation (- 1 450 000 €) ;
- Une hausse du prélèvement sur le fond de roulement à hauteur de 8,7 M€ et la prise en compte d'une insuffisance d'autofinancement ponctuelle d'1,1 M€ ;
- Une augmentation du niveau de la trésorerie, portée à 9,9 M€.

I. Une légère révision à la baisse des charges d'exploitation prévisionnelles.

Suite à la finalisation du rapport d'exécution budgétaire 2012, le service central prévoit une stabilité des charges d'exploitation telles que définies dans le BP 2013. Toutefois, cette stabilité résulte d'une compensation entre des comptes réajustés à la hausse et d'autres revus à la baisse.

Les charges d'exploitation prévisionnelles 2013 se montent ainsi à 15 747 667 € (contre 15 755 550 € au BP 2013).

Cette évolution résulte de quatre facteurs distincts :

- Une augmentation des comptes 615 et 622 impactés par le report de crédits en matière de PI ;
- Une augmentation du compte 622 impacté par le renouvellement du marché avec la société Gfi Progiels ;
- Une augmentation du compte 6571 impacté par les réservations de logements ;
- Une forte diminution des comptes 613 et 614 pour tenir compte de la sortie progressive de l'intermédiation, dont le niveau a été constaté à travers le rapport d'exécution budgétaire 2012.

A. Le report obligatoire des crédits destinés au financement des opérations de PI antérieures.

Ce facteur est la cause majeure de l'augmentation des charges d'exploitation.

L'EPA reste en effet juridiquement engagé par les opérations de travaux votées et budgétisées dans le cadre des PI successives. Le report des crédits consacrés au financement des opérations de rénovation non encore réalisées, s'impose comptablement à l'établissement.

Ainsi le montant de ce report en DM1 2013 s'élève à 994 117 €¹ (contre 1 568 105 € en 2012). Cette nette diminution traduit l'effort et les résultats obtenus dans l'exécution de la programmation immobilière, notamment par un volume de décaissements de fonds plus conséquents.

Néanmoins, ces reports de crédits grèvent mécaniquement les charges d'exploitation inscrites au budget de l'exercice considéré et la plus grande partie du report de PI s'inscrit au compte 23 (compte d'immobilisation) figurant au tableau de financement.

Si l'on prend en considération le report de PI dans sa globalité (comptes de charges et comptes d'immobilisation), la même tendance à la baisse est observée (le report au compte 23 était de 3 618 074 € en 2011 contre 2 741 141 € en 2012).

Cette tendance générale résulte du niveau élevé des décaissements relatifs aux dépenses de PI qui ont atteint 6 723 715 € en 2012 (contre 5 422 073 € en 2011, soit une hausse de 24 %).

B. Le renouvellement du marché négocié pour la maintenance de l'application budget-comptabilité sur SIREP@NET.

L'EPA doit renouveler le marché négocié qui assure essentiellement la maintenance et l'évolution technique du logiciel SIREP@NET mais prévoit également des actions de formation à destination des agents de l'ACC et du service central ; ces formations étant indispensables notamment pour connaître les potentialités de cet outil et ainsi adapter certaines pratiques de gestion pour plus d'efficacité. De surcroît, le passage, à compter du 1er janvier 2014, à l'unicité de compte² nécessite, non seulement des interventions sur site du prestataire mais aussi des actions de développement, de formation et de recettage qui auront un coût.

Au vu du cahier des charges du nouveau marché et des tarifications de Gfi Progiciels, la société prestataire, le montant total pourrait approcher 170 000 € TTC.

La signature interviendra courant avril.

Le compte 622 est donc revu à la hausse en perspective de ces dépenses.

C. La poursuite d'un effort financier en matière de réservation.

Dans la mesure de ses capacités budgétaires, le service central s'est engagé à maintenir un effort financier significatif en matière de réservation.

Pour mémoire, les décisions de réservation, approuvées par le conseil d'administration au cours des instances passées engagent budgétairement l'EPA à hauteur de 729 000 € au titre de l'exercice 2013. Il s'agit de la somme inscrite au BP 2013.

La proposition de réservation d'un logement sis boulevard Davout dans le 20ème arrondissement de Paris, auprès de Paris-Habitat, n'impacte pas le budget 2013, comme précisé dans la note d'information qui s'y rapporte.

Il est proposé au conseil d'administration d'inscrire en DM1 une augmentation de l'enveloppe budgétaire consacrée aux réservations à hauteur de 200 000 € et ainsi porter le compte 6571 à 929 100 €.

¹Comptes impactés : 61, 62 et 65.

²Comptabilité unique pour l'ACC : une comptabilité « client » et une comptabilité « fournisseur ».

Cette évolution s'appuie sur la justification suivante :

L'EPA Masse a bénéficié, en fin d'année 2012, du remboursement, par la SNI, du prêt de 161 000 € initialement contracté en 1990 lors de la construction de la cité de Saint-Julien en Genevois³. Cet apport budgétaire peut donc être consacré au financement de réservations supplémentaires.

D. L'impact de la sortie accélérée du dispositif de l'intermédiation en 2012.

L'analyse budgétaire 2012 a permis de prendre la mesure de la sortie du dispositif de l'intermédiation.

Le résultat constaté des comptes 613 et 614 au 31 décembre 2012 est nettement inférieur aux montants inscrits au BP 2013 sur ces deux comptes respectifs. Dans la mesure où la sortie de l'intermédiation est un processus irréversible, l'évolution de ces comptes ne pourra enregistrer une hausse substantielle entre 2012 et 2013, ni pour les exercices suivants.

La DM1 2013 propose donc d'enregistrer une baisse cumulée de 1 450 000 € sur les deux comptes concernés.

II. Une diminution significative des recettes d'exploitation prévisionnelles.

Une nette diminution des recettes d'exploitation est anticipée et intégrée à la DM1 2013.

Les recettes d'exploitation prévisionnelles 2013 se montent ainsi à 14 385 024 € (contre 15 835 024 € au BP 2013).

Cette évolution repose principalement sur la sortie accélérée du dispositif de l'intermédiation, dont les effets constatés en 2012 doivent être répercutés en 2013 et qui comporte systématiquement un volet « charges » et un volet « produits ».

La DM1 2013 propose donc d'enregistrer une baisse cumulée de 1 450 000 € sur les deux comptes concernés (comptes 703 et 704).

III. Prélèvement sur le fond de roulement et insuffisance d'autofinancement.

Si les emplois sont supérieurs aux ressources, le budget est en situation d'insuffisance d'autofinancement (CAF négative ou IAF, telle que constatée en DM1 2013), un prélèvement sur le fonds de roulement est alors nécessaire pour continuer à financer l'activité. Ce constat correspond à un cycle budgétaire habituel pour l'établissement qui démarre l'exercice budgétaire avec une IAF élevée mais qui tend à se résorber en fin d'année (DM2). Il convient néanmoins de rester vigilant sur son évolution.

Ainsi, à l'issue de la DM1 2013, la IAF s'élève précisément à 1 087 893 € et le prélèvement sur le fonds de roulement est de 8 654 038 €.

Le fonds de roulement dont dispose l'EPA en fin d'exercice 2012 (21 M€) permet sans remettre en cause l'équilibre budgétaire de l'établissement, de compenser largement cette insuffisance d'autofinancement ponctuelle.

IV. Une trésorerie portée à 9,9 M€.

Pour mémoire, outre le report imposé des crédits de la programmation immobilière qui abonde la trésorerie de l'établissement, une part conséquente de la trésorerie nette existante

³Cf. Analyse budgétaire 2012.

est destinée à couvrir le règlement des opérations de travaux dites « pluriannuelles » et dont le paiement s'échelonne sur plusieurs exercices.

Il convient de signaler l'inscription, au tableau de financement, du 6ème versement sur le compte d'affectation spéciale (CAS) pour un montant de 1 173 738 €. Cette somme alimente la trésorerie. Il est néanmoins proposé au conseil d'administration de lui déterminer une affectation sur des opérations de travaux précises à financer (cf. délibération relative au CAS), dans la perspective, in fine, de procéder à l'amortissement de cette subvention d'investissement.

La trésorerie nette s'établit à 9 921 070 € en DM1 2013 (contre 9 210 917 € en DM1 2012). Ainsi l'augmentation de la trésorerie est maîtrisée.



En conclusion, la DM1 2013 traduit une santé financière satisfaisante. Les ajustements sont modérés et prennent appui sur des situations établies par l'exécution budgétaire 2012. Malgré une insuffisance d'autofinancement supérieure à 1 M€, la trésorerie de l'établissement demeure importante et permet donc de garantir une exécution budgétaire saine.

Les principaux ajustements se traduisent au niveau :

→ **du compte de résultat** : légèrement bénéficiaire au BP à hauteur de 79 474 €, il enregistre une perte de 1 362 643 € à l'issue de la DM1 ;

→ **de la capacité d'autofinancement**, qui devient une insuffisance d'autofinancement de 1 087 893 € (la CAF s'élevait à 354 224 € au BP) en raison de la diminution des recettes encaissables.

Cette ponction demeure importante et résulte des réductions de recettes liées aux redevances et récupération des charges du parc locatif, du niveau élevé des dépenses de fonctionnement, des PI non mandatées lors des précédents exercices, du financement des opérations de travaux pluriannuelles et de la PI ordinaire en cours.

Cette situation s'est déjà produite en 2012 ; les recettes d'exploitation baissent en volume en DM 1 comparées à des charges prévisionnelles qui augmentent ou restent stables.

→ **du tableau de financement**, par un prélèvement sur le fonds de roulement de 8 654 038 €, soit une hausse de 3 009 520 € par rapport au BP.

Ce prélèvement est couvert par le niveau du fonds de roulement constaté sur la base des éléments du compte financier 2012 (soit 20 825 108 €), après conservation en caisse de 2,25 M€⁴ pour financer le besoin en fonds de roulement (BFR) maximum. Le BFR est revu en légère baisse par rapport au niveau pris comme paramètre d'élaboration du BP. Il ressort un BFR moyen sur les 12 derniers mois de 2.250.000 € pour la construction de la DM 1.

Le détail par compte (résultat d'exploitation et tableau de financement), des ajustements proposés en DM 1 2013, est repris en annexe de la présente.

⁴ contre 2,17 M€ l'année dernière.

ANNEXE : ANALYSE DES AJUSTEMENTS DES CRÉDITS 2013 PAR COMPTE.

SEULS LES COMPTES AJUSTÉS SONT REPRIS DANS LA PRÉSENTE ANNEXE.

1. Le compte de résultat (crédits de fonctionnement)

1.1. Les charges :

- 7 883 €

Compte 60 « achats » :	26 000 €
-------------------------------	-----------------

Le total de crédits nécessaires en DM 1 pour le compte 60 est estimé à 2 344 957 €, ce qui représente un léger ajustement de 26 000 € par rapport aux crédits prévus au BP 2013 (2 318 957 €).

Ce poste de dépenses retrace essentiellement les dépenses d'énergie (combustibles, gaz, électricité, ...) et d'eau de l'établissement public.

L'enjeu sur ce compte consiste à prévoir la totalité des crédits nécessaires, y compris ceux destinés aux opérations d'inventaire, quand bien même ces derniers, pour une simple question de technique comptable, sont finalement considérés comme crédits non consommés.

Cet ajustement intervient suite à la régularisation d'une dette de l'établissement public envers GDF concernant deux factures de gaz, de 13 000 € chacune, émises antérieurement à l'exercice 2013 (pour les cités d'Auxerre et de la Joliette).

Compte 61 « services extérieurs »	- 1 175 659 €
--	----------------------

Une diminution de 1 175 659 € de crédits est appliquée à ce compte (par rapport aux prévisions du BP 2013 de 5 744 467 €, les crédits nouvellement inscrits en DM 1 sont donc de 4 568 808 €).

Les dépenses enregistrées sur ce compte concernent essentiellement :

- le paiement des loyers (compte 6132) et des charges (compte 614) relatives aux logements pris à bail ou réservés auprès d'organismes (SNI par exemple) ;*
- l'entretien courant (compte 615) ainsi que les dépenses de PI non amortissables ;*
- les contrats de maintenance P3 ;*
- les assurances.*

L'ajustement à la baisse résulte des évolutions suivantes :

- Pour les lignes de compte 6132 (loyers) et 614 (charges) ; **- 1 450 000 €.**

Les ajustements à la baisse sont respectivement de 1 200 000 € et de 250 000 € pour les comptes 613 et 614. Ces ajustements s'appuient sur l'exécution budgétaire 2012 qui démontre une tendance forte à la baisse des loyers et charges relatives aux logements pris à bail ou réservés par l'EPA ; tendance plus marquée en 2012 par rapport à 2011 (le dispositif est entré en vigueur au 1er juillet 2011).

La mise en place de cette relation directe a pour conséquence de réduire les dépenses sur les comptes 613 / 614 et, à due concurrence, les recettes émises par l'EPA Masse sur le compte 7043.

- Pour les travaux (compte 615) : + **274 341 €**.

Cette augmentation correspondant à l'enregistrement du report des opérations de travaux des anciennes PI non mandatées en 2012. Ce montant est nettement inférieur à 2012 (réinscription en DM1 2012 d'un report de 688 741 €). Cette évolution traduit une progression sensible du taux d'exécution de la PI en 2012 par rapport à 2011.

Compte 62 « autres services extérieurs »	941 776 €
---	------------------

Une augmentation des crédits de 941 776 € est appliquée à ce compte (par rapport aux prévisions du BP 2013 de 1 904 795 €, les crédits nouvellement inscrits en DM 1 sont de 2 846 571 €).

Les dépenses enregistrées sur ce compte recouvrent des prestations qui imputent, pour l'essentiel, les trois lignes de comptes suivantes :

- *les comptes 622x : rémunération des sociétés d'assistance à maîtrise d'ouvrage, études et diagnostics divers, frais de maintenance, de développement et d'assistance des progiciels et modules informatiques utilisés par l'établissement ;*
- *le compte 6227 : frais d'actes de contentieux ;*
- *les comptes 628x : contrats d'entretien et de nettoyage.*

L'ajustement à la hausse porte sur la ligne de compte 622 et concerne :

- Les reports d'opérations de PI.

A l'instar du compte 61 et de sa ligne 615 « travaux », il s'agit des crédits relatifs aux anciennes opérations de PI et qui n'ont pas été mandatées en 2012. Un ajustement s'avère nécessaire pour financer la continuation de ces anciennes opérations : + **719 776 €**

→ La prise en compte du nouveau marché avec la société GFI intégrant l'assistance, le développement et la maintenance des progiciels et modules utilisés par l'établissement public. Il s'agit également d'intégrer les besoins accrus de formation liée à cette utilisation.

L'augmentation des crédits doit enfin permettre le financement de prestations de services faisant suite à la signature d'une convention avec la SNI concernant la réalisation d'états des lieux dans les chambres de célibataires de Tremblay.

L'ajustement est de + **222 000 €**.

Compte 65 « autres charges de gestion courante »	200 000 €
---	------------------

Une augmentation des crédits de 200 000 € est appliquée à ce compte (par rapport aux prévisions du BP 2013 de 1 419 100 €, les crédits nouvellement inscrits en DM 1 sont de 1 619 100 €).

Les crédits de ce compte permettent notamment de financer :

- *les droits de réservation de logements auprès de bailleurs sociaux (compte 6571) ;*
- *les dépenses avancées dans un premier temps par l'EPA pour le compte de l'État (compte 6572) pour le paiement des frais d'énergie (chaudière commune dans une cité occupée à la fois par les services de la DGGDI et l'EPA), ou le financement de travaux touchant à l'ensemble d'un bâtiment dans lequel coexistent des locataires logés par la Masse et un service des douanes (BSI par exemple) ;*

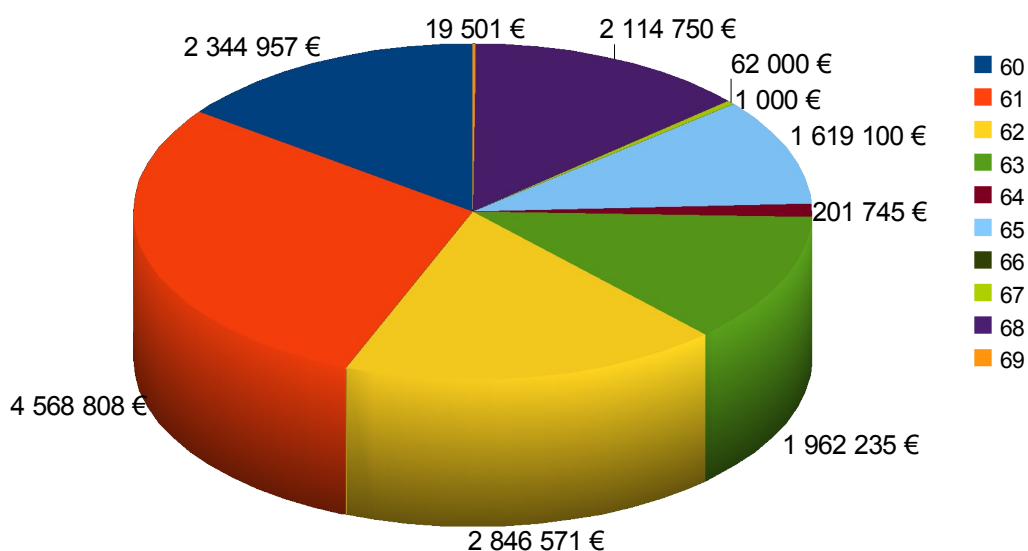
- les régularisations de charges locatives des exercices antérieurs, remboursées aux locataires (compte 658).

L'ajustement à la hausse sur ce compte 65 concerne les crédits à prévoir sur la ligne 6571 pour les droits de réservation et s'élève à + **200 000 €**.

Cette augmentation de plus de 21 % des crédits alloués à cette ligne de compte (929 100 € par rapport à 729 100 au BP 2013), traduit la volonté de l'établissement de poursuivre une politique de réservation dynamique.

Diagramme récapitulatif des charges d'exploitation telles que prévues en DM1 2013 :

CHARGES D'EXPLOITATION DM1 BP 2013



Intitulé des comptes

- **compte 60** : achats et variation de stocks (dépenses énergétiques essentiellement) ;
- **compte 61** : achats de sous-traitance et services extérieurs (locations mobilières, charges locatives, travaux (entretien courant et PI), primes d'assurances ;
- **compte 62** : autres services extérieurs : rémunération des sociétés d'AMO, études et diagnostics divers, annonces et publications, frais d'acte de contentieux ;
- **compte 63** : impôts, taxes et versements assimilés (taxes locales) ;
- **compte 64** : charges de personnel (contractuels de la Masse) et charges sociales ;
- **compte 65** : autres charges de gestion courante : droits de réservation et diverse dépenses imputables à des locaux domaniaux ;
- **compte 66** : charges financières (intérêts d'emprunt) ;
- **compte 67** : charges exceptionnelles : pénalités et valeur comptable des éléments d'actifs cédés ;
- **compte 68** : dotations aux amortissements et aux provisions ;
- **compte 69** : impôts sur les bénéfices et impôts assimilés (impôts sur les intérêts des CAT).

1.2. Les produits

- 1 450 000 €

Compte 70 « produits des activités »

- 1 450 000 €

Le compte 70 regroupe principalement les recettes émises par l'établissement pour :

- ✓ *les provisions pour charges et la récupération des charges locatives (comptes 703x) ;*
- ✓ *les redevances d'occupation des logements des parcs domanial et locatif (locatif pur et « péréqué ») de l'EPA (comptes 704x) ;*
- ✓ *les prestations de services (comptes 706x) : recettes correspondant aux places de parking, système de réception TV ... ;*
- ✓ *les recettes émises au titre d'activités annexes : il s'agit essentiellement de l'enregistrement de la redevance due par la société I3F à l'EPA pour le bail emphytéotique du terrain de la rue de Thionville Paris 19^{ème}.*

Les lignes de compte 703 et 704 enregistrent une importante révision à la baisse des recettes prévisionnelles, à l'instar des comptes de charges 613 et 614.

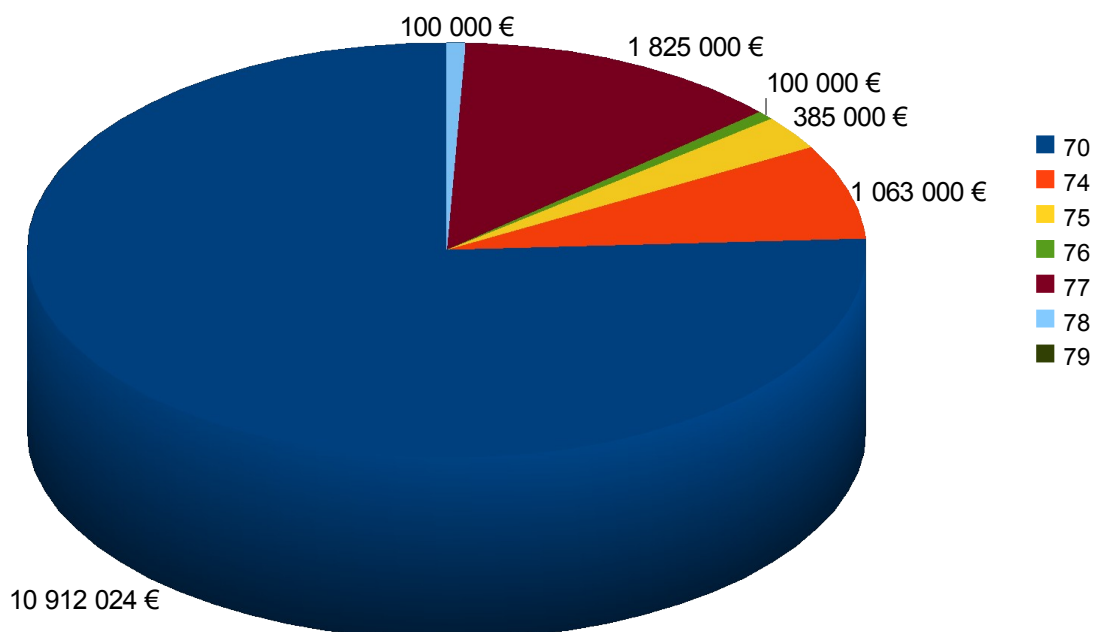
Il s'agit de prendre en compte les effets continus du processus de fin de l'intermédiation des logements locatifs engagé par l'établissement public en juillet 2011. L'exécution 2012 est fortement marquée par ce processus. Les recettes enregistrées au compte 70 s'élèvent à 11 691 606 € contre 13 467 256 € en 2011. Soit une baisse de 13 % entre 2011 et 2012.

Cette baisse importante non quantifiable lors de l'élaboration du BP 2013, est prise en compte en DM1.

→ **S'agissant du compte 703**, sa diminution est fixée à **- 250 000 €** (avec une prévision de recettes en DM1 de 3 10 018 €).

→ **S'agissant du compte 704**, la diminution des crédits est portée à **- 1 200 000 €** (avec une prévision de recettes en DM1 de 7 766 006 €).

PRODUITS D'EXPLOITATION DM1 BP 2013



Intitulé des comptes

- **compte 70** : valeurs de produits fabriqués, prestations de services, marchandises : redevances d'occupation et récupération de charges locatives ;
- **compte 74** : subventions d'exploitation : subvention de l'Etat et autres subventions de fonctionnement ;
- **compte 75** : autres produits de gestion courante : remboursement de diverses dépenses imputables à des locaux domaniaux, produits provenant de l'annulation de mandats ;
- **compte 76** : produits financiers : intérêts de placements réalisés par l'établissement ;
- **compte 77** : produits exceptionnels : produits sur opérations de gestion, dégrèvements d'impôts, produits issus de la neutralisation des amortissements ;
- **compte 78** : reprises sur amortissements et provisions ;
- **compte 79** : transferts de charges .

2. Le tableau de financement

2.1. Les crédits de dépenses en colonne « Emplois »

Comptes 20 - 21 - 23 « Immobilisations corporelles et incorporelles »	+ 2 741 141 €
--	----------------------

La majeure partie des opérations de PI, études comprises, imputent des comptes de classe 2 (même si une partie modeste continue d'imputer des comptes d'exploitation – cf. supra).

Le recensement des anciennes opérations imputant les comptes de classe 2 et qui n'ont pas été mandatées en 2012 se monte à 2 741 141 €.

Ces reports de crédits sont en baisse par rapport à la précédente DM1 (3 618 074 € en 2012). L'exécution des dépenses de PI en 2012 a ainsi été améliorée par rapport à l'année 2011.

Le basculement à une situation d'insuffisance d'autofinancement (IAF) contribue en effet à l'augmentation des emplois (+ 1 087 893 €).

Par conséquent, les crédits « emplois » augmentent et passent de 6 028 742 € au BP à 9 857 776 € en DM1.

Si l'EPA inscrit en DM1 le report de crédits de PI antérieures à l'exercice en cours, le même procédé n'est pas retenu pour les opérations pluriannualisées dont le calendrier de décaissement, plus précis, permet de prévoir un étalement des crédits de paiement sur les trois prochains exercices.

INTITULE DE L'OPERATION	DECAISSEMENTS PREVISIONNELS									
	CP 2011		CP 2012		CP 2013		CP 2014		CP 2015	
	Travaux	Etudes	Travaux	Etudes	Travaux	Etudes	Travaux	Etudes	Travaux	Etudes
Le HAVRE	0 €	0 €	0 €	30 000 €	500 000 €	60 000 €	1 130 000 €	10 000 €	93 000 €	0 €
TRINITE	0 €	0 €	0 €	20 000 €	1 000 000 €	60 000 €	300 000 €	10 000 €	0 €	0 €
LA ROCHELLE	0 €	0 €	60 000 €	45 000 €	800 000 €	30 000 €	340 000 €	40 000 €	0 €	0 €
BAMBRIDGE	0 €	0 €	0 €	50 000 €	0 €	50 000 €	752 000 €	20 000 €	0 €	0 €
Bâtiments GET K DE LA JOLLETTE	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 000 000 €	0 €	1 000 000 €	0 €
Bâtiments J ETE DE LA JOLLETTE	0 €	0 €	1 000 000 €	100 000 €	1 633 000 €	100 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL	0 €	0 €	1 060 000 €	245 000 €	3 933 000 €	300 000 €	3 522 000 €	80 000 €	1 093 000 €	0 €
	0 €		1 305 000 €		4 233 000 €		3 602 000 €		1 093 000 €	
	CP 2011		CP 2012		CP 2013		CP 2014		CP 2015	

2.2. Les crédits de recettes en colonne « Ressources ».

Compte 13 « Subvention d'investissement »	+ 1 741 141 €
--	----------------------

Les ressources augmentent à due concurrence du montant de la subvention d'investissement (CAS) perçue par l'établissement en février 2013 (ce versement de CAS est toutefois relatif à l'année 2012).

Tableau 1 -Budget modifié - DM1 2013

POUR DELIBERATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION							
COMPTE DE RESULTAT PREVISIONNEL							
DEPENSES	Exécution 2012	BP 2013 (tranche ferme)	BM 2013 après DM 1 (tranche ferme)	RECETTES	Exécution 2012	BP 2013 (tranche ferme)	BM 2013 après DM 1 (tranche ferme)
	(n-1)	(n+1)	(n+1)		(n-1)	(n+1)	(n+1)
	2012	2013	2013		2012	2013	2013
Personnel	186 407	201 745	201 745	Subvention d'exploitation	1 004 000	1 063 000	1 063 000
Fonctionnement autre que les charges de personnel	12 746 727	15 553 805	15 545 922	Autres ressources	13 941 944	14 772 024	13 322 024
TOTAL DES DEPENSES (1)	12 933 134	15 755 550	15 747 667	TOTAL DES RECETTES (2)	14 945 944	15 835 024	14 385 024
<i>Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)</i>	2 012 810	79 474	0	<i>Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)</i>	0	0	1 362 643
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	14 945 944	15 835 024	15 747 667	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	14 945 944	15 835 024	15 747 667
TABLEAU DE FINANCEMENT ABREGE							
EMPLOIS	Exécution 2012	BP 2013 (tranche ferme)	BM 2013 après DM 1 (tranche ferme)	RESSOURCES	Exécution 2012	BP 2013 (tranche ferme)	BM 2013 après DM 1 (tranche ferme)
	(n-1)	(n+1)	(n+1)		(n-1)	(n+1)	(n+1)
	2012	2013	2013		2012	2013	2013
Insuffisance d'autofinancement	0	0	1 087 893	Capacité d'autofinancement	2 654 943	354 224	
Investissement	4 832 081	6 007 742	8 748 883	Subvention d'investissement	210 594	0	1 173 738
Autres emplois	21 553	21 000	21 000	<i>Autres ressources</i>	52 417	30 000	30 000
TOTAL DES EMPLOIS (5)	4 853 634	6 028 742	9 857 776	TOTAL DES RESSOURCES (6)	2 917 954	384 224	1 203 738
APPORT au FONDS DE ROULEMENT (7) = (6) - (5)	0	0	0	PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8) = (6) - (5)	1 935 680	5 644 518	8 654 038
Fonds de roulement (FR)	20 825 108	4 957 147	12 171 070				
Besoin en fonds de roulement (BFR)	2 178 689	2 260 000	2 250 000				
Trésorerie nette (FR - BFR)	18 646 419	2 697 147	9 921 070				

Budget modifié - DM1 2013 - Compte de résultat détaillé

N° des postes	Intitulés des postes de charges	Exécution 2012	BP 2013 (tranche ferme)	Reports	Ajustements	BP 2013 tranche ferme après DM 1	N° des postes	Intitulés des postes de produits	Exécution 2012	BP 2013 (tranche ferme)	Reports	Ajustements	BP 2013 tranche ferme après DM 1
60	Achats	2 087 895	2 318 957	0	26 000	2 344 957	70	Ventes produits, prestations, marchandises	11 691 606	12 362 024	0	-1 450 000	10 912 024
601	x Achats stockés	0	0			0	703	x Récupération des charges locatives	3 280 318	3 353 018		-250 000	3 103 018
602	x Achats stockés d'autres approvisionnements	832 308	1 040 135			1 040 135	704	x Redevances d'occupation	8 365 998	8 966 006		-1 200 000	7 766 006
603	x Variation de stocks (en + ou en -)	9 068	0			0	706	x Prestations de services	20 924	21 600			21 600
604	x Charges liées à des prestations de service assurées		0			0	707	x Ventes de marchandises	2 500				0
605	x Achat de matériel, équipements et travaux	19 920	15 966			15 966	708	x Produits des activités annexes	21 866	21 400			21 400
606	x Achats d'approvisionnements non stockés (autres qu'au 6061)	24 850	32 000			32 000							0
6061	x Achats non stockés de matières et de fournitures	1 201 749	1 230 856		26 000	1 256 856							
607	x Achats marchandises		0			0							
608	x Frais accessoires sur achats		0			0							
61	Services extérieurs	3 428 560	5 744 467	274 341	-1 450 000	4 568 808							
613	x Locations	1 641 481	3 134 278		-1 200 000	1 934 278							
614	x Charges locatives et de copropriété	614 735	1 049 785		-250 000	799 785							
615	x Travaux d'entretien et de réparations	1 018 931	1 388 943	274 341		1 663 284							
616	x Primes d'assurances	152 070	170 461			170 461							
617	x Etudes et recherches					0							
618	x Divers	1 343	1 000			1 000							
62	Autres services extérieurs	1 848 325	1 904 795	719 776	222 000	2 846 571							
621	x Personnel intérimaire	4 112	2 550			2 550							
622	x Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	683 803	687 345	719 776	222 000	1 629 121							
623	x Publicité, publication et relations publiques	211 660	131 500			131 500							
624	x Transport de biens et transports collectifs du personnel	101	1 000			1 000							
625	x Déplacements, frais de mission et réceptions	8 282	5 000			5 000							
626	x Frais postaux et de télécommunication	6 674	15 000			15 000							
627	x Frais bancaires	3 440	7 000			7 000							
628	x Autres charges relatives à l'exploitation	930 253	1 055 400			1 055 400							
63	Impôts, taxes et versements assimilés	1 847 126	1 969 235	0	0	1 969 235							
631/633	x Impôts, taxes et versements assimilés sur les rémunérations					0							
635/637	x Autres impôts, taxes et versements assimilés	1 847 126	1 969 235			1 969 235							
64	Charges de personnel	186 407	201 745	0	0	201 745	74	Subvention d'exploitation	1 004 000	1 063 000	0	0	1 063 000
643	x Rémunération du personnel	113 023	125 530			125 530	741131	x Produits du RTS	0	63 000			63 000
645	x Charges de sécurité sociale et de prévoyance	73 239	75 215			75 215	741138	x Subvention de fonctionnement	1 000 000	1 000 000			1 000 000
646	x Rémunérations diverses	0	0			0							0
647-648	x Autres charges sociales	145	1 000			1 000	748	Autres subventions d'exploitation	4 000				0

Budget modifié - DM1 2013 - Compte de résultat détaillé

N° des postes	Intitulés des postes de charges	Exécution 2012	BP 2013 (tranche ferme)	Reports	Ajustements	BP 2013 tranche ferme après DM 1	N° des postes	Intitulés des postes de produits	Exécution 2012	BP 2013 (tranche ferme)	Reports	Ajustements	BP 2013 tranche ferme après DM 1
65	x Autres charges de gestion courante	1 374 732	1 419 100	0	200 000	1 619 100	75	0 Autres produits de gestion courante	433 396	385 000	0	0	385 000
652	x Contrôle financier		0			0							0
653	x Frais de conseils et d'assemblées		0			0							0
654	x Admissions en non valeur	10 667	15 000			15 000							0
651	x Redevances sur licences		0			0							0
6571	x Droits de réservation de logements	642 100	729 100		200 000	929 100	7571	x Remboursements de droits de réservation de logements		0			0
6572	x Diverses dépenses imputables à des locaux domaniaux	94 361	125 000			125 000	7572	x Remb. de div. dépenses imputables à des locaux domaniaux	94 361	125 000		0	125 000
6573	x Secours de Masse (imputé au compte 6584 jusqu'en 2006) - compte plus utilisé depuis exercice 2010	0	0			0	7573	x Produits exceptionnels sur Secours de Masse	0	0			0
658	x Autres charges de gestion courante (autres que 657) - ligne corrigée du SDM imputé depuis 2007 au compte 6573	627 604	550 000			550 000	758	x Produits divers de gestion courante	339 035	260 000			260 000
						0							0
66	Charges financières	0	1 000	0	0	1 000	76	Produits financiers	244 875	100 000	0	0	100 000
661	x Autres charges d'intérêts	0	1 000			1 000	762	x Produits des autres immobilisations financières					0
667	x Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		0			0	763	x Revenus des autres créances					0
668	x Autres charges financières		0			0	764	x Revenus des valeurs mobilières de placement					0
						0	767	x Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	0				0
						0	768	x Autres produits financiers	244 875	100 000			100 000
						0							0
67	Charges exceptionnelles	7 606	62 000	0	0	62 000	77	Produits exceptionnels	1 433 963	1 825 000	0	0	1 825 000
671	x Charges exceptionnelles sur opérations de l'exercice	622	1 000			1 000	771	x Sur opérations de gestion	56 770	25 000			25 000
672	x Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs		0			0	772	x Sur exercices antérieurs					0
675	x Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	6 249	60 000			60 000	775	Sur produits nets de cessions des éléments d'actif					0
678	x Autres charges exceptionnelles sur opérations en capital	735	1 000			1 000	776	Neutralisation des amort. sur immeubles remis en dotation	1 373 478	1 800 000			1 800 000
						0	778	x Autres produits exceptionnels	3 715	0			0
						0							0
68	Dotations aux amortissements et aux provisions	2 137 517	2 114 750	0	0	2 114 750	78	Reprises sur amortissements et provisions	128 155	100 000	0	0	100 000
6811	Dotations aux Amortissements sur immobilisations	1 877 472	2 000 000			2 000 000	781	Reprises sur amortissements et provisions d'exploitation	128 155	100 000			100 000
6812	Dotations aux Amortissements sur charges à répartir		0			0	786	Reprises sur amortissements et provisions financières					0
6815	Dotations aux Provisions pour risques et charges	94 688	0			0	787	Reprises sur amortissements et provisions exceptionnelles					0
6816	Dotations aux Provisions sur immobilisations		0			0							0
6817	Dotations aux Provisions sur actif circulant	106 587	114 750			114 750							0
6875	Dotations aux Provisions pour risques et charges exceptionnels	58 770											
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés	14 966	19 501	0	0	19 501	79	Transferts de charges	9 949	0	0	0	0
695	x Impôts sur les bénéfices	14 966	19 501			19 501	791	x Transferts de charges d'exploitation	9 949	0			0
697	x Imposition forfaitaire annuelle		0			0	796	x Transferts de charges financières					0
						0	797	x Transferts de charges exceptionnelles					0
	Total des charges	12 933 134	15 755 550	994 117	-1 002 000	15 747 667		Total des produits	14 945 944	15 835 024	0	-1 450 000	14 385 024
	Excédent de l'exercice	2 012 810	79 474	0	0	0		Déficit de l'exercice	0	0	-994 117	-448 000	-1 362 643
	Totaux égaux en recettes et en dépenses	14 945 944	15 835 024	994 117	-1 002 000	15 747 667		Totaux égaux en recettes et en dépenses	14 945 944	15 835 024	-994 117	-1 898 000	15 747 667
	Total des charges "décaissables" (a) [somme des charges - cpte 675 - cpte 68]	10 789 368	13 580 800	994 117	-1 002 000	13 572 917		Total des produits "encaissables" (b) [somme des produits encaissables - cpte 775 - cpte 78]	14 817 789	13 935 024	0	-1 450 000	12 485 024
	Crédits pour ordre supplémentaires (cpte 60-61-62-65)		449 300					Crédits pour ordre supplémentaires (cpte 703)		200 000			
	Total des charges "décaissables " réelles		13 131 500	994 117	-1 002 000	13 572 917		Total des produits " encaissables " réels		13 735 024	0	-1 450 000	12 485 024
	Capacité d'autofinancement	2 654 943	354 224	-994 117	-448 000	-1 087 893							

Tableau 2 - Budget modifié - DM1 2013 - Compte de résultat

N° des postes	Intitulés des postes de charges	Exécution 2012	BP 2013 (tranche ferme)	BP 2013 tranche ferme après DM 1	N° des postes	Intitulés des postes de produits	Exécution 2012	BP 2013 (tranche ferme)	BP 2013 tranche ferme après DM 1
60	Achats	2 087 895	2 318 957	2 344 957	70	Ventes produits, prestations, marchandises	11 691 606	12 362 024	10 912 024
601	x Achats stockés	0	0	0	703	x Récupération des charges locatives	3 280 318	3 353 018	3 103 018
602	x Achats stockés d'autres approvisionnements	832 308	1 040 135	1 040 135	704	x Redevances d'occupation	8 365 998	8 966 006	7 766 006
603	x Variation de stocks (en + ou en -)	9 068	0	0	706	x Prestations de services	20 924	21 600	21 600
604	x Charges liées à des prestations de service assurées	0	0	0	707	x Ventes de marchandises	2 500	0	0
605	x Achat de matériel, équipements et travaux	19 920	15 966	15 966	708	x Produits des activités annexes	21 866	21 400	21 400
606	x Achats d'approvisionnements non stockés (autres qu'au 6061)	24 850	32 000	32 000			0	0	0
6061	x Achats non stockés de matières et de fournitures	1 201 749	1 230 856	1 256 856			0	0	0
607	x Achats marchandises	0	0	0			0	0	0
608	x Frais accessoires sur achats	0	0	0			0	0	0
				0			0	0	0
61	Services extérieurs	3 428 560	5 744 467	4 568 808				0	0
613	x Locations	1 641 481	3 134 278	1 934 278					
614	x Charges locatives et de copropriété	614 735	1 049 785	799 785					
615	x Travaux d'entretien et de réparations	1 018 931	1 388 943	1 663 284					
616	x Primes d'assurances	152 070	170 461	170 461					
617	x Etudes et recherches	0	0	0					
618	x Divers	1 343	1 000	1 000					
		0	0	0					
62	Autres services extérieurs	1 848 325	1 904 795	2 846 571				0	0
621	x Personnel intérimaire	4 112,00	2 550	2 550					
622	x Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	683 803,00	687 345	1 629 121					
623	x Publicité, publication et relations publiques	211 660,00	131 500	131 500					
624	x Transport de biens et transports collectifs du personnel	101,00	1 000	1 000					
625	x Déplacements, frais de mission et réceptions	8 282,00	5 000	5 000					
626	x Frais postaux et de télécommunication	6 674,00	15 000	15 000					
627	x Frais bancaires	3 440,00	7 000	7 000					
628	x Autres charges relatives à l'exploitation	930 253,00	1 055 400	1 055 400					
		0,00	0	0					
63	Impôts, taxes et versements assimilés	1 847 126	1 969 235	1 969 235				0	0
631/633	x Impôts, taxes, versements assimilés sur les rémunérations	0	0	0					
635/637	x Autres impôts, taxes et versements assimilés	1 847 126	1 969 235	1 969 235					
		0	0	0					
64	Charges de personnel	186 407	201 745	201 745	74	Subvention d'exploitation	1 004 000	1 063 000	1 063 000
643	x Rémunération du personnel	113 023	125 530	125 530	741131	x Produits du RTS	0	63 000	63 000
645	x Charges de sécurité sociale et de prévoyance	73 239	75 215	75 215	741138	x Subvention de fonctionnement	1 000 000	1 000 000	1 000 000
646	x Rémunérations diverses	0	0	0	748	Autres subventions d'exploitation	4 000	0	0
647-648	x Autres charges sociales	145	1 000	1 000					0

Tableau 2 - Budget modifié - DM1 2013 - Compte de résultat

N° des postes	Intitulés des postes de charges	Exécution 2012	BP 2013 (tranche ferme)	BP 2013 tranche ferme après DM 1	N° des postes	Intitulés des postes de produits	Exécution 2012	BP 2013 (tranche ferme)	BP 2013 tranche ferme après DM 1
65	x autres charges de gestion courante	1 374 732	1 419 100	1 619 100	75	0 Autres produits de gestion courante	433 396	385 000	385 000
652	x Contrôle financier	0	0	0			0	0	0
653	x Frais de conseils et d'assemblées	0	0	0			0	0	0
654	x Admissions en non valeur	10 667	15 000	15 000			0	0	0
651	x Redevances sur licences	0	0	0			0	0	0
6571	x Droits de réservation de logements	642 100	729 100	929 100	7571	x Remboursements de droits de réservation de logements	0	0	0
6572	x Diverses dépenses imputables à des locaux domaniaux	94 361	125 000	125 000	7572	x Remb. de div. dépenses imputables à des locaux domaniaux	94 361	125 000	125 000
6573	x Secours de Masse (imputé au compte 6584 jusqu'en 2006)	0	0	0	7573	x Produits exceptionnels sur Secours de Masse	0	0	0
658	x Autres charges de gestion courante (autres que 657) - ligne corrigée du SDM imputé depuis 2007 au compte 6573	627 604	550 000	550 000	758	x Produits divers de gestion courante	339 035	260 000	260 000
66	Charges financières	0	1 000	1 000	76	Produits financiers	244 875	100 000	100 000
661	x Autres charges d'intérêts	0	1 000	1 000	762	x Produits des autres immobilisations financières	0	0	0
667	x Charges nettes sur cessions de valeurs mob. de placement	0	0	0	763	x Revenus des autres créances	0	0	0
668	x Autres charges financières	0	0	0	764	x Revenus des valeurs mobilières de placement	0	0	0
		0	0	0	767	x Produits nets sur cessions de valeurs mob. de placement	0	0	0
		0	0	0	768	x Autres produits financiers	244 875	100 000	100 000
67	Charges exceptionnelles	7 606	62 000	62 000	77	Produits exceptionnels	1 433 963	1 825 000	1 825 000
671	x Charges exceptionnelles sur opérations de l'exercice	622	1 000	1 000	771	x Sur opérations de gestion	56 770	25 000	25 000
672	x Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs	0	0	0	772	x Sur exercices antérieurs	0	0	0
					775	Sur produits nets de cessions des éléments d'actif	0	0	0
675	Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	6 249	60 000	60 000	776	Neutralisation des amort. sur immeubles remis en dotation	1 373 478	1 800 000	1 800 000
678	x Autres charges exceptionnelles sur opérations en capital	735	1 000	1 000	778	x Autres produits exceptionnels	3 715	0	0
68	Dotations aux amortissements et aux provisions	2 137 517	2 114 750	2 114 750	78	Reprises sur amortissements et provisions	128 155	100 000	100 000
6811	Dotations aux Amortissements sur immobilisations	1 877 472	2 000 000	2 000 000	781	Reprises sur amortissements et provisions d'exploitation	128 155	100 000	100 000
6812	Dotations aux Amortissements sur charges à répartir	0	0	0	786	Reprises sur amortissements et provisions financières	0	0	0
6815	Dotations aux Provisions pour risques et charges	94 688	0	0	787	Reprises sur amortissements et provisions exceptionnelles	0	0	0
6816	Dotations aux Provisions sur immobilisations	0	0	0			0	0	0
6817	Dotations aux Provisions sur actif circulant	106 587	114 750	0			0	0	0
6875	Dotations aux Provisions pour risques et charges exceptionnels	58 770		114 750			0	0	0
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés	14 966	19 501	19 501	79	Transferts de charges	9 949	0	0
695	x Impôts sur les bénéfices	14 966	19 501	19 501	791	x Transferts de charges d'exploitation	9 949	0	0
697	x Imposition forfaitaire annuelle	0	0	0	796	x Transferts de charges financières	0	0	0
		0	0	0	797	x Transferts de charges exceptionnelles	0	0	0
	Total des charges	12 933 134	15 755 550	15 747 667		Total des produits	14 945 944	15 835 024	14 385 024
	Excédent de l'exercice	2 012 810	79 474	0		Déficit de l'exercice	0	0	-1 362 643
	Totaux égaux en recettes et en dépenses	14 945 944	15 835 024	15 747 667		Totaux égaux en recettes et en dépenses	14 945 944	15 835 024	15 747 667
	Total des charges "décaissables" (a)	10 789 368	13 580 800	13 572 917		Total des produits "encaissables" (b)	14 817 789	13 935 024	12 485 024
			0	0					
	Capacité d'autofinancement	2 654 943	354 224	-1 087 893					

Compte de résultat prévisionnel - Budget modifié - DM1 2013

<i>DEPENSES</i>	<i>Exécution 2012</i>	<i>BP 2013 (tranche ferme)</i>	<i>BP 2013 tranche ferme après DM 1</i>	<i>RECETTES</i>	<i>Exécution 2012</i>	<i>BP 2013 (tranche ferme)</i>	<i>BP 2013 tranche ferme après DM 1</i>
Charges de personnel				Subventions d'exploitation (C 74)			
C 64 : charges de personnel	186 407	201 745	201 745	C 74113 : subvention de fonctionnement du ministère de tutelle et RTS	1 000 000	1 063 000	1 063 000
C 631, 632 et 633: impôts et versements assimilés sur rémunérations	0			C 7413, 7418, 744, 746, 748 : autres subventions d'exploitation	4 000	0	0
C 069 : crédits à répartir personnel						0	0
Autres charges				Autres ressources			
C 60 : achats	2 087 895	2 318 957	2 344 957	C 70 : vente produits, prestations de services, marchandises	11 691 606	12 362 024	10 912 024
C 61 : services extérieurs	3 428 560	5 744 467	4 568 808	C 71 : production stockée		0	0
C62 Autres services extérieurs	1 848 325	1 904 795	2 846 571			0	0
C 635 et 637 : autres impôts et taxes	1 847 126	1 969 235	1 969 235	C 72 : production immobilisée		0	0
C 65 autres charges de gestion courante	1 374 732	1 419 100	1 619 100	C 75 : autres produits de gestion courante	433 396	385 000	385 000
C 66 : charges financières	0	1 000	1 000	C 76: produits financiers	244 875	100 000	100 000
C 67 charges exceptionnelles	7 606	62 000	62 000	C 77: produits exceptionnels	1 433 963	1 825 000	1 825 000
		0	0	<i>dont neutralisation des amortissements:</i>	<i>1 373 478</i>	<i>1 800 000</i>	<i>1 800 000</i>
C 68 dotations aux amortissements et aux provisions	2 137 517	2 114 750	2 114 750	C 78 : reprises sur amortissements et provisions	128 155	100 000	100 000
C 69 impôts sur les bénéfices et assimilés	14 966	19 501	19 501	C 79 : transferts de charges	9 949	0	0
Dépenses présentées par fonction (a)				Recettes présentées par fonction (a)		0	0
Total des dépenses du compte de résultat prévisionnel (1)	12 933 134	15 755 550	15 747 667	Total des recettes du compte de résultat prévisionnel (2)	14 945 944	15 835 024	14 385 024
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	2 012 810	79 474	0	Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)	0	0	1 362 643
Total équilibre du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	14 945 944	15 835 024	15 747 667	Total équilibre du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	14 945 944	15 835 024	15 747 667

	<i>Exécution 2012</i>	<i>BP 2013 (tranche ferme)</i>	<i>BP 2013 tranche ferme après DM 1</i>
Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)			
Résultat prévisionnel de l'exercice (3) ou (4) (*)	2 012 810	79 474	-1 362 643
(+) dotation aux amortissements et provisions (C 68)	2 137 517	2 114 750	2 114 750
(-) reprises sur amortissements et provisions (C 78)	128 155	100 000	100 000
(-) quote part des subventions d'investissement rapportées au compte de résultat et dotations aux amortissements neutralisées (C776 + C777)	1 373 478	1 800 000	1 800 000
(+) valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés (C 675)	6 249	60 000	60 000
(-) produits de cession d'éléments d'actifs (C775)	0	0	0
= CAF	2 654 943	354 224	-1 087 893

Budget modifié - DM1 2013
Tableau de financement abrégé prévisionnel

EMPLOIS	Exécution 2012	BP 2013 (tranche ferme)	Reports	Ajustements	BP 2013 tranche ferme après DM 1	RESSOURCES	Exécution 2012	BP 2013 (tranche ferme)	Reports	Ajustements	BP 2013 tranche ferme après DM 1
INSUFFISANCE D'AUTOFINANCEMENT (IAF corrigée)		0			1 087 893	CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT (CAF corrigée)	2 654 943	354 224			0
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles (C 20, 21, 23)	4 832 081	6 007 742	2 741 141		8 748 883	Subvention d'investissement (C 131 et 138)	210 594			1 173 738	1 173 738
Participations et autres immobilisations financières (C 26, 27)		1 000			1 000	dont subvention du ministère de tutelle					0
Charges à répartir (C 481)					0	Autres ressources (hors opérations d'ordre intégrées à la CAF)					0
					0	Apports (C 10)	32 337	20 000			20 000
Réduction des dotations (C10, 11, 13) et remboursement des dettes financières (C16)	21 553	20 000			20 000	Aliénation ou cessions d'immobilisations (C 775)					0
					0	Augmentation des dettes financières (C 16)	20 080	10 000			10 000
					0	Dépôts (compte 27)					0
					0	Remboursement sur travaux et recettes de régularisation (pour ordre)					0
TOTAL DES EMPLOIS (5)	4 853 634	6 028 742	2 741 141	0	9 857 776	TOTAL DES RESSOURCES (6)	2 917 954	384 224	0	1 173 738	1 203 738
APPORT AU FONDS DE ROULEMENT (7) = (6)-(5)	0	0	0		0	PRÉLÈVEMENT SUR LE FONDS DE ROULEMENT (8)=(5)-(6)	1 935 680	5 644 518	2 741 141	0	8 654 038

APPORT (7) OU PRÉLÈVEMENT (8) SUR LE FONDS DE ROULEMENT	-1 935 680	-5 644 518			-8 654 038
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT					
VARIATION DE LA TRÉSORERIE	-1 935 680	-5 644 518			-8 654 038

(*) Ces données figurent à titre d'information et ne sont pas soumises au vote du conseil d'administration

PM:	Exécution 2012	BP 2013 (tranche ferme)	Reports	Ajustements	BP 2013 tranche ferme après DM 1
NIVEAU DU FONDS DE ROULEMENT	20 825 108	4 957 147			12 171 070
NIVEAU DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	2 178 689	2 260 000			2 250 000
NIVEAU DE LA TRÉSORERIE	18 646 419	2 697 147	0	0	9 921 070

(*) Ces données figurent à titre d'information et ne sont pas soumises au vote du conseil d'administration